



LAURENT DUVOUX/TALRIE WALRIE

LA GUERRE EST DÉCLARÉE

Les scénarios noirs de l'armée française

A l'heure où le conflit s'enlise en Ukraine, nous avons imaginé sept situations qui pourraient mener la France à la guerre.

PAR CLÉMENT DANIEZ, ÉTIENNE GIRARD ET ALEXANDRA SAVIANA

Les collines, la garrigue, et la mer Méditerranée qui scintille au point du jour. Frontignan, commune balnéaire jouxtant la ville de Sète, a tout d'un décor de cinéma. Ce samedi 25 février, on joue à la guerre. Un catamaran s'avance silencieusement vers un ponton, où sont déjà rassemblés plusieurs militaires. Tout à coup, un bruit de sirène retentit. Une cinquantaine de soldats, tout en armes et en treillis, se précipitent hors du navire. Quelques minutes plus tôt, des échanges de tirs nourris ont été entendus. Mais pas de panique : ni l'Aude, ni le Tarn ne cherchent à envahir l'Hérault.

Ce simulacre a pour objectif de préparer les militaires français à une agression extérieure – une vraie. L'opération Orion rassemble 7 000 soldats dans une vingtaine de départements. Il s'agit de défendre un pays fictif, Arnland, victime d'une déstabilisation menée par des milices, Tantale, au service de l'Etat Mercure. D'aucuns auront reconnu un pays Balte, Wagner et la Russie. Cela n'a rien de fortuit. La France cherche à s'entraîner dans les conditions proches d'un véritable affrontement, en prévision du jour J. Celui où il faudra se battre pour de bon contre un ennemi puissant. L'invasion de l'Ukraine a rappelé que la force reste le moyen le plus simple d'arriver à ses fins. Le corollaire de ce principe, un peu oublié pendant la triple décennie des baisses de budget militaire, aussi appelées « dividendes de la paix » post-guerre froide, saute désormais aux yeux : pour être libre, il faut être fort. « Un pays respecté est un pays dissuasif », résume le général Bertrand Ract-Madoux, ancien chef d'état-major de l'armée de terre et directeur de cabinet de la DGSE. L'inverse est vrai : subir un déclassement militaire, c'est risquer d'être exclu des boucles d'information des pays « qui comptent », de ne plus peser lorsqu'il s'agit d'imposer un accord favorable à ses intérêts économiques ou à sa vision du monde.

Avec ses sous-marins lanceurs d'engins capables d'envoyer une bombe nucléaire n'importe où dans le monde, la France paraît à peu près à l'abri d'une invasion de son territoire. Mais la bombe H ne nous immunise pas contre les agressions, les attentats, les piratages, la désinformation et tous les actes hostiles qui nous affaiblissent. Longtemps, le microcosme de la



défense a salué le modèle d'armée français « complet », c'est-à-dire capable à la fois de protéger son territoire, y compris outre-mer, et de se projeter dans un pays étranger pour porter assistance à un Etat ami. Puis, la perspective d'un combat face à une grande puissance a rappelé que la polyvalence et le savoir-faire cachaient aussi un modèle « échantillonnaire » – le mot a pu être utilisé à l'Elysée. L'armée manque de munitions et d'équipements, au-delà des fameux canons Caesar donnés par la France à l'Ukraine. « Dans un conflit de haute intensité [...], l'armée de l'air n'aurait plus d'avions en dix jours et vraisemblablement plus de missiles au bout de deux jours », a rappelé le général Bruno Maigret, dans un rapport parlementaire publié six jours avant l'invasion de l'Ukraine.

Au moment de préparer la loi de programmation militaire pour les années 2024 à 2030, le ministère des Armées a demandé aux chefs d'état-major de détailler les menaces qui pèsent sur notre pays. En clair, de proposer des scénarios crédibles justifiant le recours à la force. En toute indépendance, L'Express a souhaité développer ses propres « scénarios noirs » afin d'interroger la préparation, les éventuelles failles de la défense française, et alimenter ainsi le nécessaire débat public sur ces questions à 60 milliards d'euros l'année. Une quarantaine d'experts – chercheurs, diplomates, généraux, anciens cadres de la DGSE – ont été sollicités pour livrer leurs analyses des principales menaces qui guettent l'Hexagone d'ici à 2030. Ces scénarios ne constituent aucunement des prévisions. Leur trame a été élaborée à partir d'une situation géopolitique crédible, à laquelle on a intégré la loi de Murphy (un militaire américain) : « Tout ce qui est susceptible d'aller mal ira mal. » Ils comprennent parfois,

mais pas toujours, une erreur d'analyse française. La majorité de ces hypothèses recourent celles sur lesquelles travaillent les armées, à l'exception notable d'une montée des tensions avec l'Algérie, totalement taboue au sein de l'Etat. Les stratèges militaires ont en revanche jaugé la possibilité d'une nouvelle intervention au Liban, ou bien les répliques à apporter à une attaque de nos satellites.

Et puis il y a tous ces scénarios qu'on pense farfelus, à tort. « On sera forcément soumis à une surprise stratégique d'ici à 2030, peut-être une rupture technologique », prévient le général Jean-Marc Vigilant, directeur de l'Ecole de guerre entre 2020 et 2022. Le haut gradé conseillait à ses élèves de lire *La Flotte fantôme*, un roman d'August Cole et P. W. Singer, chercheur et consultant pour le département d'Etat américain, sur une guerre mondiale Chine-Etats-Unis vers 2030. On y croise des lasers tueurs de satellites, des puces d'avion piégées, des hackers de

GPS militaires. « D'ici à 2030, on pourrait avoir des drones tueurs robotisés, des gilets pare-balles fins comme une chemise », imagine le général Vigilant.

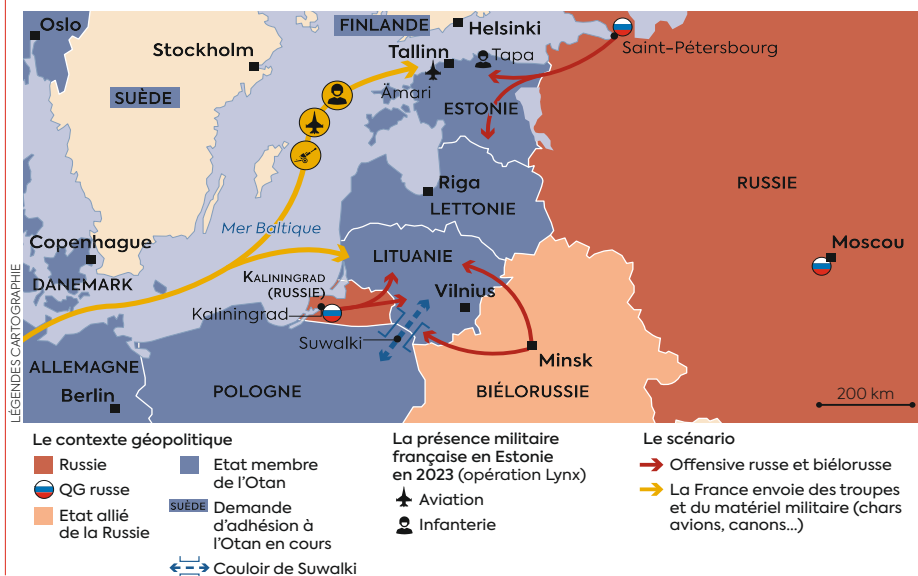
Il faudra aussi s'adapter aux bouleversements politiques. Le véritable scénario noir de l'armée française, affirment presque tous les experts, consisterait en une victoire d'un candidat isolationniste à l'élection présidentielle américaine de 2024. « Si les Etats-Unis se désengagent de l'Otan, ce sera un coup très dur pour l'Europe », juge le général Michel Yakovleff, ancien n° 4 de la chaîne de commandement de l'Otan, qui considère déjà 2025 comme une année à risques : « Si le nouveau président américain est isolationniste, il y aura en 2025 une fenêtre de vulnérabilité pour les pays occidentaux car leur effort militaire n'aura pas encore totalement porté ses fruits. » On ne pourra pas dire qu'on ne savait pas ; mais se préparer au pire, c'est aussi savoir qu'il n'est jamais sûr. Même pour un militaire. ✱

SCÉNARIO 1

LES RUSSES ATTAQUENT LES PAYS BALTES

Mars 2026. La Russie a lancé son « opération militaire spéciale » en territoire ukrainien depuis quatre ans et le conflit n'a toujours pas trouvé son issue. Depuis plus de deux ans, les positions sont stabilisées sur le front.

Aucun cessez-le-feu n'a été signé mais la situation s'enlise, à tel point qu'un accord diplomatique est parfois évoqué par certains dirigeants européens. Mais cette solution est rejetée, à toute force, par l'Ukraine. Accaparés par des déclarations inquiétantes de Recep Tayyip Erdogan, les médias européens s'intéressent peu au renforcement des forces russes à la frontière estonienne. Le 15 mars, Vladimir Poutine condamne la répression de la minorité russophone en Estonie.

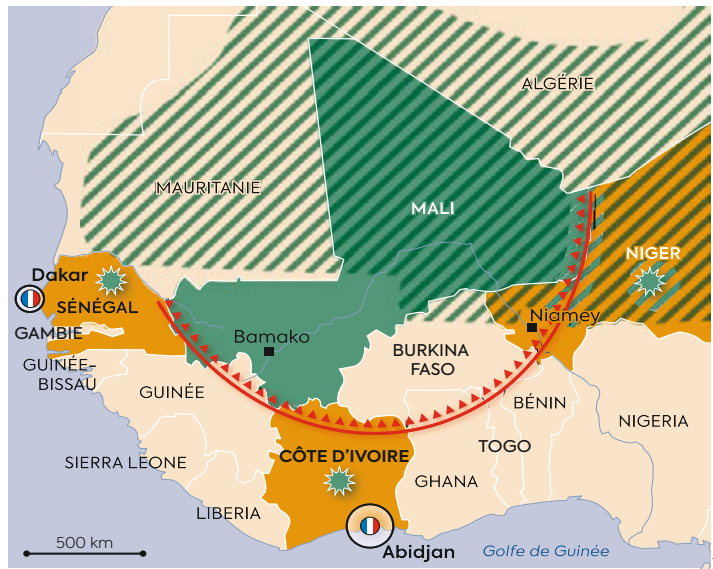


Le soir même, des chars et des avions russes pénètrent en territoire estonien tandis que plusieurs bataillons biélorusses, positionnés en continu à la frontière, font de même côté lituanien. « On part du principe qu'on verra forcément les troupes russes arriver, car il y aura des mouvements à la frontière. Mais évidemment, eux essayeront de jouer sur l'effet de surprise », analyse le général Jean-Paul Paloméros, ancien chef d'état-major de l'armée de l'air et ex-commandant suprême Transformation de l'Otan.

Les forces alliées positionnées à Tapa, en Estonie, bloquent l'avancée russe à Rakvere, à 100 kilomètres de Tallinn, la capitale. Cinq militaires français sont tués dans les premiers combats. L'article 5 de l'Otan est immédiatement invoqué mais les Etats-Unis indiquent, par la voix de leur président républicain Ron DeSantis, fidèle à la ligne isolationniste de Donald Trump, qu'ils n'interviendront pas. « Les Etats-Unis qui se retirent, ce serait le vrai scénario noir pour l'Europe », s'inquiète le général Michel Yakovleff, ex-n° 4 de la chaîne de commandement de l'Otan. En l'absence des Américains, ce sont les Français qui mènent la coalition alliée. « On attendrait de nous que nous fournissions une division [environ 25 000 hommes] », estime le général Yakovleff, qui précise que « les deux ou trois premiers jours seront décisifs ». La situation géographique pose des problèmes à la France, éloignée du théâtre des opérations. « Cette zone est un potentiel point faible pour l'Otan, car la Russie y dispose de l'enclave de Kaliningrad tandis que le corridor de Suwalki peut couper l'Europe en deux si les Russes bloquent les accès », note Zivile Kalibataite, analyste à l'Institut des hautes études de défense nationale.

Dans les premières heures, des missiles lancés depuis Kaliningrad entravent la progression des navires alliés. L'aviation de l'Alliance, arrivée en quelques minutes, domine rapidement ses adversaires, mais cet avantage n'est pas décisif, étant donné l'efficacité des missiles sol-air russes. Au sol, l'armée de l'Otan inflige de lourds dégâts à l'armée russe, puis entame une contre-offensive le 22 mars. « Le conflit en Ukraine montre que nos forces sont a priori supérieures, mais nous essuierons des pertes. Notre opinion publique est-elle préparée à cela ? Sans compter qu'il faudra tenir dans la durée », prévient le général Yakovleff. *

Zones d'action des groupes djihadistes
La présence militaire française en Afrique de l'Ouest en 2023
Bases permanentes
Effectif (soldats)
950
350
Etats dans lesquels des soldats français sont actuellement déployés
Le scénario
Le Mali tombe aux mains des djihadistes
Attentats potentiels dans les pays voisins
Cordon sécuritaire organisé par la France



SCÉNARIO 2

LE MALI AUX MAINS DES DJIHADISTES

Novembre 2024. Le drapeau noir des djihadistes flotte sur Kati, la ville de garnison où réside le président de la junte malienne, Assimi Goïta. Le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), filiale d'Al-Qaeda, l'a capturé et file maintenant vers Bamako, à 15 kilomètres de là. Le pouvoir malien, très anti-français depuis le coup d'Etat de 2020, se refuse à demander de l'aide. « Il serait très surprenant que la junte fasse appel à la France », constate Djenabou Cissé, chercheuse à la Fondation pour la recherche stratégique. Cette spécialiste du Sahel ne juge « pas impensable » une « prise de pouvoir du GSIM », qui, à son sens, « dispose de soutiens locaux et d'une forte influence politique ».

Le lendemain, le GSIM pénètre dans le palais présidentiel de Koulouba, malgré la présence de la milice Wagner, dépassée. « Dans ce cas, on évacuerait nos ressortissants », prévient le général Bertrand Ract-Madoux, ex-chef d'état-major de l'armée de terre et directeur de cabinet de la DGSE. Le 24 novembre, Iyad Ag Ghali, leader historique du GSIM, proclame le califat du Mali. Il prononce un discours dans lequel il « maudit l'Occident » et appelle à « poursuivre le djihad ». Une éventuelle intervention française est rapidement écartée : le gouvernement n'a reçu aucun appel en

ce sens et toute demande à l'ONU se verrait opposer le veto de la Russie.

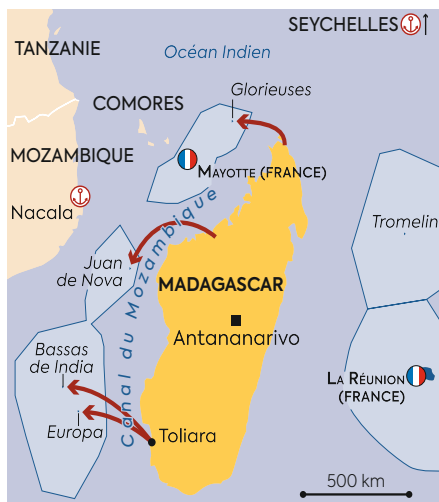
Entre le 30 novembre et le 20 décembre 2024, des attentats ont lieu à Abidjan (Côte d'Ivoire), au sud du Niger et au Sénégal. « Si on le lui demande, la France interviendrait certainement en mettant en place des cordons sanitaires aux frontières avec le Mali, tout en soutenant les poches de résistance maliennes », estime Djenabou Cissé. Plus de 2 000 soldats français se pressent alors aux frontières maliennes du Sénégal, de la Côte d'Ivoire et du Niger. Le 15 janvier 2025, Ouagadougou, la capitale du Burkina Faso, tombe à son tour aux mains du GSIM. Puis, les terroristes annoncent vouloir s'étendre vers le Togo et le Bénin. « Si la zone sahélienne devient un sanctuaire djihadiste, le risque est qu'elle attire des combattants, comme Daech il y a quelques années », prévient Elie Tenenbaum, directeur du centre des études de sécurité de l'Institut français des relations internationales. Comme en 2015, une importante vague migratoire afflue depuis la mer Méditerranée. Les services de renseignement craignent que des terroristes se mêlent aux réfugiés. « Afin de provoquer une crise, notamment en France, on pourrait même imaginer qu'Evgueni Prigojine, le patron de Wagner, ou quelqu'un de comparable, finance des réseaux de passeurs afin de créer un mouvement d'émigration de grande ampleur vers l'Europe », note même l'amiral Pascal Ausseur, directeur de la Fondation méditerranéenne d'études stratégiques. *

SCÉNARIO 3

MADAGASCAR REPREND
LES ÎLES ÉPARSES

Avril 2027. Madagascar demeure un pays pauvre. Les tempêtes et les sécheresses ont eu un effet calamiteux sur son agriculture. Des émeutes de la faim éclatent. « Dans une hypothèse où la France n'apporterait pas la solution adéquate au pouvoir en place pour arrêter ces émeutes, le sentiment anti-français, déjà très présent, ne ferait qu'empirer », analyse Lova Rajaoarinelina, chercheuse associée à la Fondation pour la recherche stratégique et ex-conseillère du président de l'Assemblée nationale de Madagascar. Depuis 1970, un conflit territorial existe entre Antananarivo et Paris : le pays africain revendique les îles Eparses, situées de part et d'autre de son territoire. Ces petites îles et atolls, conservés par la France au moment de la décolonisation, en 1960, ouvrent droit à 640 400 kilomètres carrés de zone économique exclusive (ZEE), c'est-à-dire 6 % du territoire maritime français. En 2003, une étude de l'entreprise norvégienne TGS-NOPEC y a révélé de faramineuses ressources en hydrocarbures.

Acculé, le pouvoir malgache se rapproche d'un nouvel allié, présent depuis vingt ans : la Chine. Premier fournisseur de



- Bases militaires françaises
- Facilités portuaires accordées à la Chine

Le scénario

- Madagascar s'empare des îles Eparses françaises dans le canal du Mozambique avec la protection de la marine chinoise

Madagascar, Pékin a fait construire en 2025 le port en eaux profondes de Narindra, au nord-ouest du pays. « En échange de son aide financière, Madagascar pourrait très bien permettre à la Chine de circuler dans ses eaux territoriales », poursuit Lova Rajaoarinelina. Un étrange ballet se met en place : les bateaux chinois naviguent près des eaux territoriales françaises, sans que Paris ne réagisse. Puis ils les violent. « Pékin resterait dans un conflit hybride de harcèlement et d'intimidation, pour rester en dessous du seuil de la haute intensité », avance Emmanuel Véron, spécialiste de la Chine contemporaine à l'Institut national des langues et civilisations orientales. La France envoie une frégate en catastrophe. Les navires chinois paraissent battre retraite, mais ils deviennent plus agressifs au fil des mois. Des tirs de sommation français ont lieu à plusieurs reprises.

Xi Jinping, le président chinois, affirme alors soutenir les revendications de souveraineté malgache. Il déclare que des tirs français constitueraient un acte hostile entraînant de lourdes répercussions. Une résolution de l'ONU de 1979 n'a-t-elle pas reconnu la légitimité des demandes de Madagascar ? L'opinion française se scinde entre ceux qui y voient le symbole désastreux d'un déclin et ceux qui soutiennent un processus de « décolonisation » malgache. Concentrée sur d'autres opérations, la France s'accommode d'un partage de sa ZEE avec des bateaux chinois et malgaches. Elle accepte de relancer les discussions avec Antananarivo sur le statut des îles, en suspens depuis 2020. Début août 2028, un patrouilleur malgache, secondé par une frégate chinoise, débarque sur les îles Glorieuses. 14 légionnaires et un gendarme français sont arrêtés et escortés jusqu'à Mayotte. Une humiliation. Déjà, la Chine lorgne une autre partie du monde, également riche en ressources : en 2027, elle a bouclé la construction d'une base militaire au Vanuatu, dans le Pacifique. En plus de soutenir l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie via des opérations d'influence, au nom de la décolonisation, Pékin appuie les revendications du Vanuatu sur Hunter et Matthew, deux îlots calédoniens. Objectif, profiter des eaux territoriales du micro-Etat, et se rendre incontournable pour exploiter au mieux l'industrie calédonienne du nickel, qui représente 12 % de la production mondiale. *

SCÉNARIO 4

LE PORTE-AVIONS
CHARLES-DE-GAULLE COULÉ

Janvier 2026. La Chine positionne brusquement dix frégates et son destroyer lance-missiles Type 055 de part et d'autre de Taïwan. Ses avions de chasse furtifs volent près des côtes. A la télévision chinoise, Xi Jinping annonce une opération de protection de la Chine face aux « ingérences » sur ce territoire. Le blocus a commencé. « Une crise sociale ou économique en Chine peut convaincre le pouvoir d'accélérer son projet de réunification avec Taïwan avant 2027, c'est tout à fait crédible », estime le chercheur Marc Julienne, spécialiste de l'empire du Milieu. Les États-Unis répondent immédiatement. Un groupe aéronaval escorte le porte-avions *Stennis* vers la mer de Chine. Le 20 janvier, un patrouilleur américain pénètre dans la zone économique exclusive taïwanaise. Le destroyer chinois lui tire dessus, un navire furtif américain réplique avec ses missiles Tomahawk. La bataille navale fait 35 morts côté chinois, et 12 côté américain. Le lendemain, Xi Jinping déclare, dans une formule ambiguë, vouloir répliquer à la « guerre » menée par les États-Unis.

Dans les jours qui suivent, les États-Unis s'activent pour former une coalition, avec l'objectif de mettre fin au blocus de Taïwan. La Corée du Sud, le Japon, le Royaume-Uni, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande s'engagent. En France, où le ton s'est raidi contre la Chine, accusée

► de voler des secrets industriels et de désinformer les opinions outre-mer, on hésite. « Même si le traité de l'Atlantique Nord ne couvre pas le détroit de Taïwan, les Etats-Unis demanderaient à leurs alliés européens d'être solidaires et de rejoindre une coalition », avance Antoine Bondaz, chercheur à la Fondation pour la recherche stratégique. Le 25 janvier, le président Emmanuel Macron annonce la participation française à l'opération de levée du blocus.

Le 26 janvier, le porte-avions *Charles-de-Gaulle* embarque en direction de l'océan Indien, escorté par trois frégates. Le débat sur la pertinence d'envoyer un bâtiment aussi sensible près de la mer de Chine a tourné court. « Il y a aussi des militaires qui rappelleront que lorsqu'on a des armes puissantes, c'est pour s'en servir en cas de conflit », note le général François Chauvancy. Beaucoup doutent que Pékin prendra l'initiative d'une nouvelle agression d'un pays occidental. Aucune escarmouche n'a eu lieu depuis une semaine lorsque le porte-avions se positionne à l'entrée de la mer de Chine. C'est là qu'il est visé par une quinzaine de missiles hypersoniques YJ-21 de la Chine, tirés depuis un de leurs navires de guerre. « En 2023, ces missiles ne sont pas encore tout à fait en service, mais ils le seront bientôt. Ils pourraient atteindre une cible située à 1500 kilomètres et mettent au défi la défense d'un groupe de porte-avions », indique le chercheur Joseph Henrotin, rédacteur en chef du magazine *DSI*.

Quatre de ces missiles touchent le *Charles-de-Gaulle*, malgré la présence de la frégate de défense aérienne *Forbin* à ses côtés. « Dans cette zone, même avec des frégates, le *Charles-de-Gaulle* serait très vulnérable », confirme le général Dominique Trinquand. Le bâtiment prend feu. Des centaines de soldats français quittent le navire à bord de canots de sauvetage, bientôt récupérés par le reste de la flotte française, qui ne peut empêcher le porte-avions de couler. 510 morts sont à déplorer. Dans son allocution, le président Macron acte la déclaration de guerre chinoise. « Ce serait un nouveau Pearl Harbor. La Chine pourrait s'en prendre aux navires alliés si c'est pour attaquer Taïwan juste après », imagine le colonel Michel Goya. Dans les heures qui suivent, des militaires chinois débarquent sur les plages taïwanaises. La guerre de Taïwan débute. ✱

SCÉNARIO 5

PARIS ET ALGER SE FÂCHENT

Novembre 2029. Les relations diplomatiques entre la France et l'Algérie se sont envenimées. Les réticences d'Alger à délivrer des laissez-passer consulaires pour ses ressortissants frappés d'expulsion, tout comme sa mollesse supposée à démanteler les réseaux de passeurs de migrants, agacent Paris. De son côté, l'Algérie reproche toujours à la France de ne pas assumer son passé colonial. En septembre 2029, le pouvoir algérien a été ulcéré de la visite du ministre des Affaires étrangères français à Dakhla, dans le Sahara occidental. Des propos sous-entendant que le territoire est légitimement marocain, ce qu'a toujours contesté l'Algérie, ont été tenus.

Si une nouvelle génération domine désormais la vie économique du pays, le pouvoir politique est entre les mains de l'armée, qui pèse 12 % du PIB national. Un record mondial. Lorsqu'un mouvement de contestation populaire éclate, les plus hauts gradés accusent Paris de l'instrumentaliser. « En Algérie, la relation avec la France est utilisée à des fins de politique intérieure. Une partie de la presse, qui n'est pas libre, aime voir la main de la Direction générale de la sécurité extérieure [NDLR : DGSE] dans tout ce qui se passe », affirme Xavier Driencourt, qui fut ambassadeur de France à Alger pendant sept ans.

Le 16 novembre, plusieurs attentats sont menés sur le territoire algérien. Le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, filiale d'Al-Qaeda, revendique l'attaque. Face à cette déstabilisation qui va crescendo, certains généraux aimeraient demander l'assistance de la France, pour sécuriser la frontière avec le Mali. L'état-major présidentiel préfère se tourner vers la Russie. Le 20 novembre, le président algérien accuse la France de « malveillance » et assure être prêt à « défendre la patrie ». Le lendemain, des missiles Iskander fournis par Moscou sont tirés en mer Méditerranée, dans le cadre d'un exercice impromptu. « Avec ses liens forts avec la Russie et sa relation plus qu'ambiguë avec la France, l'Algérie constitue une menace théorique. Elle dispose de sous-marins russes type Kilo avec des missiles de croisière conventionnels. Ses équipements sont de très bonne qualité », pointe l'amiral Pascal Ausseur.

Sur les conseils de son chef d'état-major particulier, le président français déclare que « la France répliquera de manière proportionnée à toute agression ». Il se refuse à aller plus loin. « Pour des raisons historiques et sociologiques évidentes, la France n'entrera jamais en conflit militaire avec l'Algérie », précise Xavier Driencourt. Mais les moyens militaires en Méditerranée sont décuplés. « En cas de tensions, nous devrions mobiliser nos moyens et les faire converger en Méditerranée », confirme Guillaume Lasconjarias, professeur associé à Paris Sorbonne et ancien chercheur au collège de défense de l'Otan. ✱



Les moyens militaires en Méditerranée sont importants, pour réagir en cas de tension.

SCÉNARIO 6

BATAILLE AÉRONAVALE
EN MER EGÉE

Le scénario

- ⊙ La Turquie s'empare des îlots d'Imia
- La France, alliée de la Grèce, envoie des avions, des bateaux et du matériel militaire.

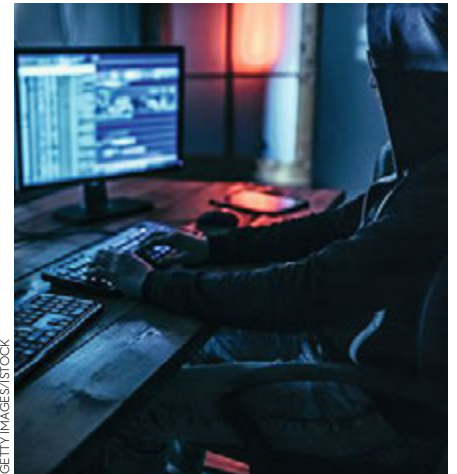
Février 2028. Recep Tayyip Erdogan termine son troisième mandat de président de la République turque par une poussée de fièvre nationaliste. Au petit matin du 17 février, à la faveur de conditions météo clémentes en mer Égée, le navire d'assaut amphibie *TCG Anadolu* débarque un bataillon des forces spéciales sur les îles Imia, deux confettis de quatre hectares en territoire grec, mais revendiqués par la Turquie. Sous la protection de deux frégates et d'un sous-marin d'attaque turcs, une cinquantaine de gardes grecs sont arrêtés, le drapeau turc est hissé au point culminant de chacune des îles. Cinq patrouilleurs grecs sont abattus, de même que dix avions de chasse. Le bilan humain est de 28 morts côté grec. Dans une allocution télévisée, le président turc revendique l'opération et affirme que « la Turquie a repris ce qui lui appartient ». « C'est un scénario réaliste car la Turquie est marquée par un ressentiment très enraciné envers la Grèce. Un tel conflit ne serait pas une fête pour la France », considère le stratège Michael Shurkin, ex-analyste de la CIA.

La Grèce invoque immédiatement l'article 5 de l'Otan, mais la participation de la Turquie à l'organisation bloque tout. L'Alliance s'en trouve considérablement déstabilisée. « Les Etats-Unis n'interviendraient pas. La France devrait prendre ses responsabilités », estime Thibault Fouillet, chargé de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique. L'article 42.7 du

traité de Lisbonne prévoit l'assistance des Etats membres de l'UE en cas d'agression d'un des leurs. Mais peu de pays européens s'empressent de répondre à la demande grecque. Alors que les combats aéromaritimes se poursuivent en mer Égée, faisant 40 morts supplémentaires côté grec et 14 côté turc, la France accélère le 20 février. Le président français déclare que l'armée tricolore conduira une opération d'assistance à la Grèce en coalition avec plusieurs Etats, notamment l'Allemagne, le Royaume-Uni et l'Italie. Mais c'est bien la France qui porte le poids principal de l'intervention. Le 21 février, deux frégates, deux sous-marins nucléaires d'attaque français, un porte-hélicoptères Mistral, un avion ravitailleur et un C130 Gabriel – un avion de surveillance – s'approchent des îles Imia. Le 3^e régiment d'infanterie de marine de Vannes se tient prêt à débarquer dans une opération amphibie. « Chaque porte-hélicoptères peut transporter à peu près 800 hommes, fait remarquer Guillaume Lasconjaris. Si vous avez plus de 800 Turcs en face, ça devient très compliqué. Car en position défensive, le rapport de force est toujours favorable à celui qui est attaqué. » Dans le ciel, sept de nos Rafale contestent la suprématie turque. « Ce serait un conflit aéromaritime de haute intensité, car la flotte turque monte en puissance. Il y aurait des pertes, à coup sûr. Serait-on capable de reprendre les îles ? Il est toujours difficile de reconquérir un territoire », s'interroge le général François Chauvancy.

L'armée française prend l'ascendant, mais 80 soldats sont tués dans les trois premiers jours de combat. « Ce serait un scénario façon guerre des Malouines. On souffrirait car l'armée turque est consistante », estime le colonel Michel Goya. Une fois le ciel dégagé, les troupes de marine françaises rejoignent la terre où de violents combats éclatent face aux troupes turques. « Ce serait compliqué mais il ne faut pas oublier que l'armée turque n'est plus ce qu'elle était en 2016. Les gradés sont désormais nommés par allégeance plus que par compétence », tance le général Yakovleff. Le 27 février, le commandant turc chargé de l'opération présente sa reddition. En dix jours, 120 Français, 130 Grecs et 250 Turcs ont été tués. Recep Tayyip Erdogan présente sa démission, son vice-président Fuat Oktay lui succède. Il affirme immédiatement sa volonté de se rapprocher de la Russie. ✨

SCÉNARIO 7

UNE CYBERATTAQUE
ÉTEINT PARIS

Deux adversaires sont en mesure de mener une telle attaque : la Russie et la Chine.

Jeu 3 juin 2027, 22 h 04. La soirée-débat des élections législatives suit son cours sur France 2 et BFM TV lorsque, en un instant, tout s'arrête à Paris. Plus de courant. Les habitations, les rues, les hôpitaux sont plongés dans le noir. Des antennes télécom ont également été piratées, de même que plusieurs satellites. Plus possible de passer un appel. Des portes automatisées de commerce se désactivent, des chambres d'hôtel fermées par badge se déverrouillent, provoquant plusieurs pillages. La plus grande cyberattaque contre la France a touché de nombreuses cibles. « On aura une attaque cyber importante le jour où les pays capables de la mener auront tiré les conclusions de la guerre en Ukraine, qui montre que seule une action coordonnée d'ampleur peut être efficace », relève le colonel Olivier Mas, ancien cadre de la DGSE.

Lorsque le courant est rétabli, peu après 5 heures du matin, le bilan humain est de 21 morts : douze personnes sont décédées dans les hôpitaux, tandis que sept ont succombé à des accidents de la circulation. Deux se sont tuées dans un accident d'ascenseur, le dispositif d'arrêt d'urgence n'ayant pas fonctionné. L'attaque aurait pu être plus meurtrière, on a surtout voulu envoyer un message. « Une cyberattaque peut s'imaginer sur tout un spectre. Il y a bien sûr le black-out

total, mais on a vu avec la guerre en Ukraine que le Fukushima numérique annoncé n'avait pas eu lieu, indique Julien Nocetti, enseignant-chercheur en cyber à Saint-Cyr. On peut aussi procéder de façon graduelle et répétée, en visant des infrastructures critiques, de manière à jouer sur le moral des populations. »

Personne ne revendique l'agression. « Il n'y aurait que deux pays rivaux capables de faire ça avec une telle ampleur : la Russie et la Chine », analyse Olivier Mas. Deux Etats avec lesquels la France entretient des relations exécrables : la Russie est toujours en guerre contre l'Ukraine, tandis que Paris vient de se prononcer pour des sanctions contre la Chine à l'OMC. Une mesure de rétorsion liée à son conflit ouvert avec les Etats-Unis au sujet de Taïwan.

Dans ses investigations, l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information découvre que des sites de la base industrielle et technologique de défense ont également été visés. Des données ultra-classifiées ont été subtilisées. Le signe que l'attaque est d'une nature différente. « La maîtrise du calcul quantique constituera une rupture technologique car elle devrait permettre de briser un certain cryptage de données, de trouver des mots de passe en quelques secondes. Le pays qui y arrivera aura un avantage pendant des mois, peut-être un an. Il pourra éteindre Paris », avance le général Jean-Marc Vigilant, directeur de l'École de guerre entre 2020 et 2022. La sophistication inédite de la cyberagression convainc les experts qu'un seul pays est d'ailleurs derrière tout ça : la Chine. Mais Pékin conteste avec virulence.

Le lundi 14 juin, les membres de l'Otan invoquent à l'unanimité l'article 5, qui prévoit une défense collective. « Il est tout à fait envisageable d'invoquer l'article 5 à la suite d'une cyberattaque. Cependant l'échelle de la riposte n'est pas précisée », prévient le général Jean-Paul Paloméros, ancien chef d'état-major de l'armée de l'air et ex-commandant suprême Transformation de l'Otan. Encore faut-il identifier l'agresseur. En l'absence de preuves matérielles, les autres pays de l'Alliance refusent de cibler nommément la Chine. Au grand dam de la France, qui doit se contenter de sanctions diplomatiques et économiques... tout en envisageant à son tour une riposte cyber que, bien sûr, elle ne revendiquera pas. *



Loi de programmation militaire

La bataille des milliards

Cette loi marque un effort budgétaire inédit avec 413 milliards d'euros de budget. La grande gagnante ? La marine, au grand dam de l'armée de terre.

Il y a des grands oraux qui valent plus cher que d'autres. De juillet à octobre 2022, les trois chefs d'état-major des armées sont auditionnés à huis clos par la commission de la Défense de l'Assemblée nationale. Ils y plaident leur cause en vue de la future loi de programmation militaire (LPM) 2024-2030. Une bataille feutrée... à plusieurs milliards d'euros. Le jury du Palais-Bourbon a une préférence. Lors de son passage, l'amiral Pierre Vandier n'hésite pas à égrener une longue liste des enjeux à venir : essor du trafic d'armes, menaces sur les ressources halieutiques, réarmement de la Turquie, ambitions chinoises dans l'Arctique... Le tableau est sombre et les moyens actuels de la marine, explique-t-il, insuffisants. « Les temps qui sont devant nous vont être durs, [...] Il est donc temps de se battre comme des diables », déclare-t-il. Avec son regard bleu acier et son verbe

haut, le gradé fait forte impression. Bien plus, dit-on, que ses deux homologues, le général Stéphane Mille, chef d'état-major de l'armée de l'air et de l'espace, et le général Pierre Schill, à la tête de l'armée de terre. « Si vous regardez cette audition, l'amiral Vandier détonne totalement en comparaison des autres chefs d'état-major, glisse un cadre d'une importante entreprise du secteur de l'armement. Il a su rendre tangible la menace. »

L'Elysée a-t-il eu vent de la prestation mémorable de l'amiral ? Sept mois plus tard, l'imposant budget de la LPM, qui sera présentée fin mars en conseil des ministres, a été dévoilé – 413 milliards d'euros sur sept ans. Et la marine sort gagnante. Certes, le nombre de frégates de combat stagnera – plus près de 15 que de 18, selon les derniers arbitrages, contrairement aux vœux des marins. Mais la capacité de se projeter



Le général Burkhard et l'amiral Vandier (au centre) lors de l'investiture d'Emmanuel Macron, le 7 mai 2022.

équipements des armées terrestres, les biffins n'ont pas obtenu de traitement de faveur. Aucune augmentation d'effectifs n'est prévue, pas plus qu'une commande de munitions d'ampleur. « Attention à ne pas commander de munitions de façon contracyclique, en se trompant. Sachant que les munitions pyrotechniques se périment au bout de dix ans », prévient une source au sommet de l'Etat, tandis que l'Elysée assume une stratégie globale « cohérente » compte tenu « des alliances de la France ». En clair, inutile de tout miser sur un prochain conflit en Europe occidentale alors que la Russie ne paraît pas en mesure d'attaquer l'Otan et que la protection américaine semble solide.

Le colonel Michel Goya, consultant pour BFMTV, n'en démord pas. Il affirme ce que beaucoup pensent au sein de l'armée de terre d'active : « Le budget n'est pas suffisant, on ne se prépare pas à faire une guerre majeure », tance-t-il, persuadé qu'« à moins de 3 % du PIB », l'armée française ne pourra pas se moderniser. Ce qui correspondrait à une augmentation annuelle de 10 milliards d'euros par rapport aux annonces d'Emmanuel Macron. La revendication fait soupirer une partie de l'exécutif. « Certains militaires sont déconnectés, ils ne se rendent pas compte qu'il y a des problèmes de pouvoir d'achat, une réforme des retraites. Ça ne peut pas

« Certains militaires ne se rendent pas compte qu'il y a des problèmes de pouvoir d'achat »

être *open bar* pour l'armée », cingle un conseiller du gouvernement. En dépit de la nature des combats en Ukraine, menés surtout avec du « vieux » matériel, à l'exception notable des drones, l'exécutif mise surtout sur les technologies d'avenir. Les moyens cyber seront considérablement renforcés, de même que les recherches sur le calcul quantique ou les investissements sur la protection des satellites. A chaque

fois, l'armée veut se donner les moyens non seulement de se défendre, mais également d'« attaquer », si besoin, et de déceler les menaces les plus subtiles. Car ces technologies toujours plus sophistiquées sont souvent mises au service de stratégies de plus en plus complexes, vouées à endormir les méfiances adverses. « Nous menons et nous allons continuer à mener un vrai travail sur l'hybridité », précise-t-on dans l'entourage du ministre des Armées. Objectif, empêcher des pays tels que la Russie de manier ces stratégies dites « hybrides », qui consistent en une combinaison d'initiatives militaires classiques et d'opérations d'influence plus sournoises, comme de la désinformation.

« Ces choix alimenteront fatalement les critiques à l'égard d'une « armée bonsaï », capable de tout faire mais sans réelle continuité, pointe Léo Péria-Peigné, ce qui finira par nous affaiblir. » « Au contraire ! », conteste Thomas Gassilloud, président (Renaissance) de la commission de la Défense de l'Assemblée nationale : « Notre modèle d'armée complet nous permet de remonter en puissance plus vite ». Cette affirmation se réalisera seulement si les livraisons d'équipements arrivent plus rapidement qu'auparavant, estime le ministère des Armées. « On veut mettre un peu la pression sur les industriels car on estime qu'eux aussi doivent intégrer un état d'esprit d'économie de guerre », glisse une source de l'exécutif. Les principales entreprises de secteur ont pour l'heure expliqué au gouvernement qu'ils attendaient « le rapport annexé » au projet de loi pour démarrer la production des équipements. Un attentisme qui exaspère l'exécutif.

« Nous sommes dans une dynamique positive, mais si on veut remonter en puissance, il faut des commandes, oppose Jean-Marie Dumon, délégué défense et sécurité du Groupement des industries de construction et activités navales. On ne peut pas dire qu'on est en économie de guerre et ne pas la budgéter ! » Les entreprises qui hésitent à investir dans le domaine de la défense pourront bientôt compter sur un partenaire supplémentaire : début février, la société d'investissement Weinberg Capital Partners a annoncé la création d'un fonds d'investissement pour les PME et les ETI du secteur de la défense, conformément au souhait du ministre Sébastien Lecornu. Montant de la dotation : 100 millions d'euros. ✱

outre-mer sera renforcée, avec notamment un investissement dans des frégates de surveillance. Il s'agira notamment de protéger les zones économiques exclusives de la France, fréquemment pillées par des pêcheurs étrangers, comme en Polynésie ou en Nouvelle-Calédonie. « C'est l'idée de la France comme puissance maritime mondiale qui l'a emporté », analyse le député (LR) Jean-Louis Thiériot, rapporteur d'une mission d'information sur la défense sol-air en France et en Europe. Un choix qui ne serait pas totalement étranger à l'identité du principal conseiller militaire d'Emmanuel Macron, l'amiral Jean-Philippe Rolland, chef d'état-major particulier. « L'amiral Rolland a fait passer des messages », croit savoir un parlementaire.

En juillet puis septembre 2022, deux moutures préparées par le chef d'état-major des armées, le général Thierry Burkhard, ont été repoussées par Emmanuel Macron. Elles étaient plus favorables aux terriens. « La marine a-t-elle vraiment gagné ? Au fond, c'est surtout l'armée de terre qui a perdu », estime Léo Péria-Peigné, chercheur à l'Ifri. Malgré ce qu'aurait pu laisser penser la guerre en Ukraine, qui éprouve durement les troupes et les

TROU D'AIR

Drones : après le fiasco, le rattrapage

L'armée française doit combler au plus vite son retard sur cet équipement devenu indispensable en temps de conflit.

Le 61^e régiment d'artillerie va enfin pouvoir faire voler son grand oiseau blanc. Cette unité spécialisée dans l'utilisation des drones recevra dans les semaines qui viennent ses premiers « Patroller » sur sa base de Chaumont-Semoutiers (Haute-Marne), après la certification accordée à l'appareil, mi-février, par la Direction générale de l'armement.

D'une envergure de 18 mètres, capable de voler à 200 kilomètres-heure pendant une quinzaine d'heures et jusqu'à 7 500 mètres d'altitude, le Patroller possède des caractéristiques semblables au célèbre Bayraktar TB2. Comme ce dernier, il pourra effectuer des missions de renseignement, de surveillance et de ciblage, grâce à des capteurs dernier cri. Mais contrairement au best-seller de la Turquie – plus de 300 commandes, pour des ventes à une vingtaine de pays –, les 14 Patroller que devrait recevoir l'armée de terre ne pourront tirer eux-mêmes des missiles que dans quelques années.

« Du temps a été perdu en débats sur l'armement des drones, aujourd'hui balayés »

Rien d'étonnant à ce raté : la France a toujours eu un train de retard sur les drones, malgré l'explosion de leur utilisation militaire au cours des deux dernières décennies. « On a complètement loupé ce virage », se lamente le sénateur (LR) Cédric Perrin, auteur de plusieurs



M. GODLÉS/KOPTERCAM

Le Patroller va entrer en service sans être encore capable de tirer des missiles.

rappports sur le sujet. C'est en particulier le cas pour les drones de moyenne altitude, puisque l'armée de l'air a dû attendre 2014 pour disposer de premières capacités de reconnaissance, avec l'achat de Reaper américains. Armés depuis 2019, ces engins sont aujourd'hui à l'origine de la majorité des frappes aériennes françaises au Sahel.

Reste que la France s'y est mise avec deux décennies de retard sur les Etats-Unis. « Le sujet était en réflexion, mais du temps a été perdu en débats sur l'armement des drones, aujourd'hui balayés, tandis que le format plus ramassé de l'armée de l'air a donné la priorité au Rafale », se souvient le général Patrick Lefevbre.

Le successeur des Reaper au sein de l'armée française, l'Eurodrone (30 mètres d'envergure), ne devrait entrer en service qu'à la fin de la décennie, avec cinq ans de retard. « Mais il risque d'être obsolète, car nous

pourrions alors ne plus être dans des conflits asymétriques comme au Sahel, craint Cédric Perrin. En ce moment, on ne pourrait pas faire voler l'Eurodrone au-dessus de l'Ukraine, car il serait détruit par les défenses anti-aériennes. La guerre actuelle montre qu'il faut aller sur du drone à bas coût, facilement sacrificable. »

Face aux actions anti-drones, la durée de vie des plus petits aéronefs – la plupart du temps achetés dans le civil et reconditionnés – est très réduite. Un rapport du centre d'analyse britannique Rusi a ainsi constaté que 90 % des drones utilisés par les Ukrainiens dans les premiers mois du conflit actuel avaient été perdus. Une leçon à tirer pour la France : « On n'a pas encore mis en place des capacités de production pour sortir de gros volumes », pointe Cédric Perrin. En cas d'engagement majeur, la France pourrait donc vite se retrouver à court de drones. ✱ C. D.

Enjeu

« La défense n'est pas qu'un sujet élégant pour think tanks »

L'ex-député (LR) François Cornut-Gentille défend le principe d'une hausse du budget militaire, malgré l'inflation et la crise des services publics.

« **M**acron promet un budget de 413 milliards d'euros pour l'armement et l'armée. Mais il ne sait pas financer les retraites ni la santé ? », tweetait Fabien Roussel, le patron du Parti communiste, le 21 janvier. Dans les cortèges de manifestants contre la réforme des retraites, la hausse des crédits militaires (sur six ans) suscite l'indignation. Une incompréhension due à l'absence de débat national sur notre politique de défense, à en croire l'ex-député (LR) François Cornut-Gentille. Rapporteur du budget de la défense à l'Assemblée nationale pendant quinze ans, l'élu de Saint-Dizier (Haute-Marne), salue la qualité de nos armées, qui « confère à notre pays une audience bien supérieure à son poids économique et démographique ». Mais il se montre inquiet. Les chiffres dévoilés par Emmanuel Macron escamotent à ses yeux un questionnement plus global sur nos priorités stratégiques, qui nécessitent d'importants investissements. Reste à défendre cette idée parfois peu tangible pour le grand public.

En période d'inflation et de crise des services publics, comment justifier d'engager 413 milliards d'euros pour

l'armée plutôt que pour la santé, l'éducation nationale ou la justice ?

François Cornut-Gentille On ne peut justifier un tel engagement que si les dirigeants expliquent aux Français les menaces qui pèsent sur nous. La guerre, ça peut venir un jour ou l'autre, tout spécialement si vous avez laissé penser que vous ne vous y préparez pas. Si la Russie a osé agresser l'Ukraine, c'est parce que Poutine nous pensait faibles. Bien sûr, grâce à la dissuasion nucléaire, on peut penser qu'on ne sera pas attaqué sur notre territoire. Mais ce serait une grave erreur de se dire que, puisqu'on a la dissuasion, on n'a pas besoin de se préparer à d'autres menaces. Être une puissance militaire, être capable de se projeter, de surprendre, c'est un enjeu de souveraineté, c'est ce qui nous permet si besoin d'intervenir pour éviter d'avoir des vagues d'immigration chez nous, d'avoir l'ambition que l'Europe soit autre qu'allemande ou américaine.

Les Français citent comme sujets de préoccupation l'inflation, la santé ou les retraites, rarement la défense.

Si on pense que les questions de défense sont un sujet élégant pour think tanks, que

ce n'est pas vital et urgent, alors, oui, il vaut mieux relever le budget de la justice. Mais cela aura des conséquences. Si on pense que notre place dans le monde est en jeu, il faut l'expliquer aux Français, prendre le temps du débat. On a tout à gagner à interpellier l'opinion sur le sujet, à expliquer l'état des menaces, l'intérêt de construire une défense européenne. Sur ces sujets, on est restés trop longtemps entre experts, il faut désormais sortir de cette bulle.

Quelles doivent alors être les priorités de la défense française ?

Tous les grands conflits sont un mélange d'hypertechnicité et de masse. On maîtrise l'hypertechnicité, mais on a un problème de masse. C'est le côté « échantillonnaire » de notre armée. A cet égard, l'armée de terre s'estime sacrifiée. Demain, on devra aussi être capables d'envoyer 10 000 hommes quelque part très vite, l'équivalent de l'opération Serval au Mali en janvier 2013. En est-on encore capable ? Je l'ignore. Il faut aussi une véritable stratégie pour l'Indo-Pacifique. On tient beaucoup à notre statut de puissance maritime mondiale ; mais alors il faudra être en mesure de défendre nos positions partout dans le monde, d'être plus présents, si on veut être crédibles.

Le budget esquissé par Emmanuel Macron pour la prochaine loi de programmation militaire vous paraît-il à la hauteur de ces enjeux ?

Il faut saluer la remontée du budget depuis 2017. Mais elle n'est qu'un rattrapage, il faut faire plus. Emmanuel Macron a repris l'idée de la France comme puissance d'équilibre, indépendante des plus grandes puissances, capable de parler en son nom propre. Très bien. Pour développer cette position, il faut avant tout montrer qu'on est une puissance. Si l'idée de puissance d'équilibre n'est qu'un habillage de notre impuissance, ça ne marchera pas. On passera pour des donneurs de leçons pas crédibles. Nous visons un budget militaire de 68 milliards d'euros par an à l'horizon 2030, ça paraît énorme, mais dans le même temps l'Allemagne et le Royaume-Uni visent eux au moins 100 milliards chacun. Nous pouvons faire mieux avec moins d'argent car nous avons un savoir-faire, mais dans une certaine mesure seulement. L'idéal serait de pouvoir monter à 80 milliards d'euros par an. ✨

**PROPOS RECUEILLIS
PAR ÉTIENNE GIRARD**



« Demain, on devra être capable d'envoyer 10 000 hommes quelque part très vite. »